

## Informations de base

2025/2151(DEC)

DEC - Procédure de décharge

Décharge 2024: Budget général de l'UE - Comité économique et social européen

### Subject

8.70.03.14 Décharge 2024




Procédure terminée, en attente de publication au Journal officiel

## Acteurs principaux


Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>CONT</b> Contrôle budgétaire		TRIDICO Pasquale (The Left)	18/09/2025
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>AFET</b> Affaires étrangères		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>SEDE</b> Sécurité et défense		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>DEVE</b> Développement		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>INTA</b> Commerce international		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>BUDG</b> Budgets		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>EMPL</b> Emploi et affaires sociales		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
<b>ENVI</b> Environnement, climat et sécurité alimentaire		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		

	<b>SANT</b> Santé publique	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>ITRE</b> Industrie, recherche et énergie	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>IMCO</b> Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>TRAN</b> Transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>REGI</b> Développement régional	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>AGRI</b> Agriculture et développement rural	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>PECH</b> Pêche	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>CULT</b> Culture et éducation	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>JURI</b> Affaires juridiques	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>LIBE</b> Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>AFCO</b> Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>FEMM</b> Droits de la femme et égalité des genres	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>	<b>Commissaire</b>	
	Budget	SERAFIN Piotr	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé

25/06/2025	Publication du document de base non-législatif	COM(2025)0359 	
09/09/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
02/03/2026	Vote en commission		
17/03/2026	Dépôt du rapport de la commission	A10-0059/2026	
28/04/2026	Débat en plénière		
29/04/2026	Décision du Parlement	T10-0131/2026	Résumé
29/04/2026	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2151(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
État de la procédure	Procédure terminée, en attente de publication au Journal officiel
Dossier de la commission	CONT/10/03460

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE778.063	16/12/2025	
Amendements déposés en commission		PE784.136	28/01/2026	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0059/2026	17/03/2026	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0131/2026	29/04/2026	Résumé
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base non législatif complémentaire	05749/2026	17/02/2026		
<b>Commission Européenne</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base non législatif	COM(2025)0359 	25/06/2025		

Informations complémentaires		
Source	Document	Date

## Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

### Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
MOLNÁR Csaba	Rapporteur(e) fictif/fictive	CONT	15/01/2026	European Economic and Social Committee
KNOTEK Ondřej	Rapporteur(e) fictif/fictive	CONT	15/01/2026	Alena Mastantuono

## Décharge 2024: Budget général de l'UE - Comité économique et social européen

2025/2151(DEC) - 29/04/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de **donner décharge** au Secrétaire général du Comité économique et social européen (CESE) en ce qui concerne l'exécution du budget du CESE pour l'exercice 2024.

Dans sa résolution, adoptée par 478 voix pour, 146 contre et 27 abstentions, le Parlement a formulé les observations suivantes:

### **Gestion budgétaire et financière**

Le budget final adopté pour le Comité s'élevait à **164.945.524 euros** en 2024, soit une augmentation globale de 3,90% par rapport à 2023. La ligne budgétaire relative à la rémunération et aux indemnités du personnel représente la majeure partie du budget du Comité, soit 65,80% en 2024, contre 65,58% en 2023.

Le Parlement a félicité le Comité pour son excellent taux d'exécution budgétaire des crédits d'engagement pour l'exercice en cours, qui est passé de 98,70% en 2023 à **99,21% en 2024**. Le report des crédits de 2023 à 2024 s'élevait à 13.827.713 euros, soit 8,38% du budget de la Commission pour 2024, ce qui représente une baisse par rapport à l'année précédente.

### **Gestion interne, performance et contrôle interne**

En 2024, le Comité a adopté **142 avis et rapports**, contre 213 en 2023, et a organisé 148 auditions et 26 conférences, contre respectivement 146 et 24 en 2023. Les membres du Comité ont participé à 518 réunions, sommets et conférences de haut niveau en 2024, contre 429 en 2023.

Le Comité est encouragé à renforcer le développement d'une **stratégie globale de transformation numérique**, couvrant l'intelligence artificielle (IA), en gardant à l'esprit la nécessité d'assurer la supervision humaine de l'utilisation de l'IA.

Le Parlement a déploré la baisse de l'efficacité du **système de contrôle interne**, passée de 78% en 2023 à 66% en 2024. Il a constaté un décalage entre la conformité formelle et l'efficacité concrète dans les opérations quotidiennes. Le Comité devrait s'attaquer aux causes structurelles de ce déclin, notamment en renforçant la culture de la gestion des risques, en améliorant les canaux de communication interne et en accélérant la modernisation des systèmes de gestion documentaire et d'information.

### **Autres observations**

Le Parlement a noté que :

- fin 2024, le Comité employait **713 personnes**, contre 707 en 2023. Le taux d'occupation était de 96% (95,50% en 2023) et le taux de rotation du personnel était de 5,60% en 2024 (contre 7% en 2023);

- le Comité et le CdR ont lancé le **projet SPACES** afin de moderniser et d'optimiser leurs espaces de travail grâce à un processus pleinement participatif et transparent impliquant des représentants du personnel et des partenaires sociaux. Ce projet améliore l'efficacité, la collaboration et la flexibilité au sein des deux institutions;

- une **stratégie anti-fraude** a été élaborée, comprenant un plan d'action assorti de mesures concrètes à mettre en œuvre, notamment des politiques de formation, des campagnes de sensibilisation et des accords de coopération révisés avec l'OLAF et le Parquet européen

- le **budget informatique** combiné du Comité et du CdR s'élevait à 13.700.000 EUR en 2024, contre 12.700.000 EUR en 2023, soit une augmentation de 7,87%, tandis que 760.000 EUR de ce budget (environ 6%) étaient consacrés à la cybersécurité en 2024;

- des économies budgétaires et administratives ont été réalisées grâce à la **coopération interinstitutionnelle**;

- le budget global du Comité pour la **communication**, les publications et l'acquisition de documents s'élevait à environ 2,5 millions d'euros en 2024 (à peu près le même montant qu'en 2023), ce qui représente 1,4% du budget global du Comité après les transferts pour 2024.